

Le travailleur Lozérien

FÉDÉRATION DE LA LOZÈRE DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

N° 294
JUIN 2015



Mensuel : 1€ | Abonnement soutien : 10 € | 12 bis, avenue Foch - 48000 Mende - 04 66 49 00 89 - pcf.48@wanadoo.fr | Directeur : M. Loupias - Gérant : M. Buisson | www.pcf48.fr

> USINE DE QUÉZAC

Oui à la lutte solidaire

Le 15 janvier, à peine terminée la trêve des confiseurs, le groupe Nestlé Waters annonce au Comité d'Entreprise la mise en vente de l'usine de Quézac où est produite « l'eau de légende ».

Stupéfaction dans le vallon de Quézac/Ispagnac. Tous, employés, élus, habitants posent la question : pourquoi ? L'usine dégage un bilan annuel positif et la production qui oscille entre 70 et 80 millions de bouteilles par an, pourrait même atteindre 100 millions. Alors pourquoi cette vente ? La réponse donnée : d'abord la volonté du groupe de favoriser l'international et donc les marques d'exportation, en recentrant l'activité sur ces usines. Ensuite, la politique agressive à l'égard des grands groupes les oblige à des campagnes de promotion très coûteuses. Ainsi le monde impitoyable de l'eau minérale pourrait conduire au sacrifice d'un fleuron national de l'eau gazeuse, et surtout à celui des 54 CDI et 15 intérimaires.

Et bien non, dans les jours qui ont suivi cette spectaculaire annonce, le syndicat CGT, majoritaire dans l'entreprise, s'est immédiatement mobilisé et avec l'appui de la coordination CGT de Nestlé Waters, a organisé en février une journée d'interpellation et de vigilance



Manifestation des salariés de Quézac le 22 mai 2015.

en présence de nombreux élus, du personnel et d'habitants du bassin d'emploi. Depuis, la procédure de cession est suivie par le syndicat CGT avec l'aide d'un cabinet d'expertise comptable. Ainsi dans le cadre du contrat d'exclusivité avec M. Besson, potentiel futur repreneur, le processus de cette opération a pu être suivi et les éléments de cette cession analysés. Cette procédure de cession, débutée le 30 avril, n'a pas abouti.

Face aux incertitudes et au manque d'information, le syn-

dicat CGT et la grande majorité du personnel qui, depuis mi-janvier se battent pour pérenniser l'usine et sauver le bassin d'emploi, ont décidé la grève le 19 mai.

Le 22 mai, à l'occasion de la visite du secrétaire d'Etat M. Vallini, à l'initiative de la CGT, le personnel en grève accompagné d'élus de Quézac et Ste Enimie, est allé en cortège jusqu'à Ispagnac où une délégation a été reçue. Alors que le syndicat majoritaire exprimait ses craintes concernant les emplois, les acquis sociaux et aussi sa volonté de participer

à toute opportunité pour le maintien du site et du potentiel économique du vallon, les deux représentants du syndicat CFDT revendiquaient la possibilité de mutations dans d'autres usines du groupe. André Vallini, très étonné, a souligné qu'une telle attitude correspondait à une défaite alors que la bataille n'avait pas été livrée et que l'usine fonctionnait. Au soir du 22 mai, après 4 jours de lutte, la CGT signait un accord de suspension et non de fin de conflit. La vente est toujours d'actualité, mais les 6 mois écoulés ont montré que la mobilisation, la clairvoyance et la vigilance des personnels à travers leur syndicat, devaient être prises en compte par les responsables du groupe. Dans cette hypothèse, l'appui de nombreux élus sera acquis et en tant que maire de Quézac je serai toujours présente aux côtés des personnels qui luttent tout autant pour eux que pour le bassin d'emplois qui représente plus de 100 personnes.

Flore Therond,
maire de Quézac

Près de chez vous

Téléphonie : l'action commence à payer

La question de l'entretien des lignes téléphoniques a fait l'objet d'un travail parlementaire exemplaire s'appuyant sur les besoins des ruraux. (Voir l'intégralité de l'article sur www.pcf48.fr).

L'Assemblée nationale a adopté, le 7 mai dernier, la proposition de loi d'André Chassaigne relative à l'entretien et au renouvellement des lignes téléphoniques. Elaborée de manière participative, elle a par exemple, pris en compte le rassemblement du 17 octobre à Florac, elle entend répondre à une problématique rencontrée sur l'immense majorité des territoires ruraux, dont la Lozère est l'illustration avec ses lignes en zones boisées. La proposition de loi répond à un problème important : celui de l'accès au téléphone fixe. Cela peut surprendre à l'heure de la fibre optique et du haut débit, mais ce service universel « de base » souffre en effet de ruptures nombreuses, parfois longues, dues à une insuffisance d'entretien de son réseau cuivre par l'entreprise

Orange, héritière de l'opérateur historique France-Télécom. Cette situation résulte notamment de l'abandon de la servitude d'égoutage confiée à France Télécom, suite à l'adoption du Traité de Maastricht. Une évolution législative s'imposait pour remédier à une situation plus grave que cela peut apparaître au premier abord : atteintes à la sécurité des personnes isolées, remise en cause de l'équilibre économique d'entreprises, du monde paysan.

Pour améliorer concrètement l'entretien et la continuité d'accès de tous à la téléphonie fixe, le texte prévoit que les opérations d'entretien des réseaux sont désormais qualifiées « d'utilité publique ». De même, le texte rétablit la servitude d'égoutage pour l'entretien des réseaux et de leurs abords, et

crée un pouvoir de substitution du maire en tant qu'agent de l'État, en cas de défaut d'entretien de la part de l'opérateur. Ces réponses législatives et réglementaires s'imposaient. Elles ont bien entendu un coût pour Orange et les opérateurs estimés entre 30 et 40 M€ par an (pour 1,6 milliards d'euros de dividendes versées aux actionnaires par le seul opérateur Orange en 2014). Alors que beaucoup d'usagers n'en peuvent plus de se sentir considérés comme des citoyens de seconde zone, le travail mené pendant plusieurs mois a été exemplaire. L'occasion de redemander au sous-préfet la tenue de la réunion de bilan qui a été reportée [puis oubliée... à la demande d'Orange]. Nous y reformulerons aussi le cas particulier des très faibles débits internet

de communes isolées comme Saint Germain de Calberte, le Pampidou... alors qu'un bon débit y est possible si Orange investit comme elle l'a fait à partir du même central pour le secteur de Saint Martin de Lansuscle...

Le parcours législatif du texte continue pour une adoption définitive et concrétiser ce que nos pétitions ont appelé « Le combat de David contre Goliath ». Occasion donc de saisir le sénateur de la Lozère et surtout de ne pas renoncer à dire la vérité sur la « fracture numérique » qui n'est par un problème technique mais la conséquence d'un choix de rentabilité maximum pour certains qui oublient l'égalité des citoyens dans la République.

Gérard Lamy, maire de
Saint Germain de Calberte

édito

Se rassembler



LA SITUATION que nous connaissons, pleine de contradictions, est grave. Elle peut, si tous les progressistes ne sont pas capa-

bles de se retrouver, nous imposer le tripartisme sans issue sérieuse pour longtemps. L'époque mélange la présentation du libéralisme sauvage comme seule perspective avec son cortège funèbre de régressions et d'abandons, et des résistances en France, des progrès du camp des progressistes en Grèce, en Espagne et plus récemment en Turquie.

En Lozère, après la dynamique des départementales, « La Lozère j'y tiens ! », la voix de ceux qui ne se résignent pas s'élève : les trains Aubrac et Translozérien, les collègues, l'eau de Quézac, Réseau Education Sans Frontière, la santé à Florac et Saint Alban sur Limagnole, la culture, la Poste... partout le mouvement citoyen, souvent accompagné des mêmes, résiste, refuse le bradage de notre département à la loi des affairistes et des boursicoteurs en tout genre. Ils ont raison, c'est l'avenir de notre histoire, nos traditions, notre territoire qui se joue, ici et maintenant, face à des velléités de réorganisation qui privilégie la centralité et la concurrence en lieu et place de plus de démocratie, plus de solidarité. En prolongeant la démarche « La Lozère j'y tiens » dans un appel rendu public dans notre nouvelle grande région, les communistes lozériens, leurs partenaires du Front de gauche et d'Europe Ecologie Les Verts, entendent œuvrer à une nouvelle dynamique de rassemblement, sans exclusive, ouverte à toutes et tous, capable de redonner de l'espoir, de rendre incontournables des propositions nouvelles, modernes, ancrées dans la justice, le partage et la démocratie. Cet appel reçoit déjà un écho formidable. Jusqu'où ira-t-il, je ne le sais pas, mais que le plus petit département de notre nouvelle Région, le plus menacé, soit déjà à l'origine d'une espérance inédite prouve en soi qu'il ne faut jamais renoncer. Pour cela, vous pouvez compter sur nous ! D'ici la fête de notre journal aux Ayres les 22, 23 et 24 août, nous allons multiplier les rendez-vous pour en discuter avec vous, simplement, franchement, humainement mais toujours plus déterminés.

Serge Gaysot,
secrétaire départemental du PCF

Carton rouge

Le FN joue avec le feu !

Après les propos affligeant du maire de Béziers, la fille d'une monarchie pleine d'oseille reniée par le père fondateur du parti d'extrême droite, voilà qu'un des poulains se fait attraper la main dans le sac. Pour surfer sur la peur, il brûlait lui-même les voitures. Que dire, débile et très dangereux ! Ne renonçons jamais à l'intelligence, nos enfants, notre pays, le monde méritent forcément mieux.

à mon avis

> JOËL ILLES, SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DU SNES-FSU

Réforme des collèges : pourquoi les profs n'en veulent pas !

La réforme des collèges donne lieu à bien des polémiques. Certaines sont fortement médiatisées. Aucune de ces polémiques n'intéresse réellement les enseignants du second degré, rendus responsables de l'ennui des collégiens.

En effet, rappelons-nous simplement qu'il y a quelques mois, le problème principal, c'était le primaire, et le gouvernement en avait fait sa priorité. Il n'était alors pas question de s'occuper du second degré, encore moins de faire le bilan de la réforme des lycées mise en place par monsieur Fillon. Pourtant, sans communication aucune, le gouvernement Valls 2 a supprimé tous les moyens (accompagnement éducatif) attribués aux activités hors temps scolaire pour les collégiens qui ne sont pas scolarisés dans des établissements relevant de l'Éducation Prioritaire (en Lozère cela représente en heures supplémentaires, entre 7 et 10 emplois suivant les années).

Aujourd'hui le gouvernement s'occupe « officiellement » du collège ; c'est vrai qu'il en a besoin ; il y a belle lurette que le SNES-FSU le dit, et avec lui beaucoup d'autres organisations. Mais pour cela il faut s'intéresser à ce qui dysfonctionne : augmentation des effectifs par classe, diminution des dédoublements, développement des missions (insertion, inclusion, accueil des primo-arrivants), accueil d'élèves de plus en plus en difficultés scolaires et sociales. Et tout cela avec des moyens d'encadrement en moins : baisse régulière du nombre d'assistants d'éducation, baisse du nombre d'enseignants. En Lozère, pour retrouver le taux d'encadrement de 2007, il



faudrait créer 30 postes (15 % des postes actuels !). La réforme du gouvernement apporte-t-elle des solutions aux trois seules questions auxquelles une réforme positive devrait répondre :

- les collégiens seront-ils installés dans de meilleures conditions d'apprentissage ?
- les personnels vont-ils travailler dans de meilleures conditions et dans un climat apaisé ?
- le service public d'éducation au collège va-t-il garder son caractère national et la garantie d'une qualité de l'enseignement ?

Très peu de personnels, bien ancrés avec les réels problèmes de terrain répondent par l'affirmative à ces trois questions et c'est la raison pour laquelle l'intersyndicale qui appelait à la grève du 19 mai dernier représentait 80 % des enseignants... Et pourquoi donc ? Essayons d'être simple :

- il y aura moins d'enseignements disciplinaires puisque les activités interdisciplinaires seront prélevées sur les disciplines.
- il y aura une « marge par division » de 3 heures hebdomadaires pour assurer : soit des options, soit des

dédoublements des activités disciplinaires (langues, sciences), soit des dédoublements des activités interdisciplinaires, soit des dédoublements de l'accompagnement personnalisé.

On imagine aisément, dans le cadre de l'autonomie laissée aux établissements, la foire d'empoigne qui se profile pour prendre toutes ces décisions. Ils savent également très bien compter : 26 heures élèves + 3 heures de marge = 29 heures hebdomadaires pour faire fonctionner une classe. Ils multiplient 29 par le nombre de divisions de leur collège et comparent le total à leur dotation actuelle : dans tous les collèges le compte n'y est pas et cela représente entre 5 et 10 % de baisse. C'est la question comptable qui domine... Et nous sommes bien loin d'un avenir meilleur pour les jeunes en formation !

C'est cette question qui vaut débat, en même temps que l'obligation d'impliquer pleinement les personnels dans une réforme à laquelle ils adhèrent. Les solutions existent et passent par un « investissement éducatif » : les classes doivent être moins chargées, les activités en groupes multipliés pour asseoir les savoirs et savoir-faire dans chaque discipline, les dispositifs d'aide aux élèves en difficultés doivent être pensés dans le cadre de la classe et dans des activités de soutien, les activités interdisciplinaires doivent pouvoir exister sur la base du volontariat des enseignants, dans le cadre d'enseignements supplémentaires et dans le cadre de groupes restreints. Enfin la vie en dehors de la classe doit pouvoir participer au développement du collégien avec un réel encadrement.

infosluttons



> **Rencontre publique.** Une cinquantaine de personnes a répondu à l'invitation des candidates et candidats « La Lozère j'y tiens ! » des cantons de Saint-Chély et de Saint-Alban pour réfléchir ensemble à l'actualité politique et aux suites à donner afin de poursuivre la dynamique engagée pendant les élections départementales. Ce 1er juin était également l'occasion de célébrer les 50 ans du Journal « Les Yeux ouverts », réalisé par les communistes de Saint-Chély d'Apcher.

> **La santé malade**

Les personnels de l'hôpital de Florac refusent de voir leurs services sacrifiés et l'ont fait savoir avec force et détermination. Ils ne défendent pas que leur emploi, ils défendent notre droit à l'égalité des soins. A suivre...

> **Oui au service public**

Entre 5 500 et 6 000 personnes ont arpenté les rues de Guéret, samedi 13 juin pour défendre les services publics, à l'appel d'élus, d'usagers, de partis politiques et de syndicats. Le week end de mobilisation et de débats s'est achevé par le lancement de l'appel de Guéret : « Nous citoyens, usagers du service public, militants syndicaux, associatifs, politiques, élus, collectifs de la Convergence, coordinations, lançons un appel pour la défense, la reconquête, la réinvention et le développement des services publics. », qui servira de base au lancement des Assises des services publics du XXI^e siècle qui se tiendront en 2016.



Erratum

Dans la dernière édition du TL, j'ai attribué l'expression "l'élitisme pour tous" à Jean Vilar alors qu'elle appartient à Antoine Vitez. Comme cette expression, au-delà des mots, engage une vision du théâtre qui aujourd'hui se délite, la rectification s'imposait. Merci à Melly Puaux de nous avoir signalé cette erreur préjudiciable à la mémoire de Jean Vilar... ainsi qu'à celle de son mari Paul, qui fut le plus fidèle compagnon de Vilar et qui poursuivit son œuvre en tant qu'administrateur du Festival d'Avignon. **M.L.**

> **Tous pour l'Aubrac**

Plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées à Béziers à l'appel du Comité pluraliste de défense des la ligne Béziers-Neussargues-Clermont-Paris pour redire l'importance du maillage du réseau ferré sur tout le territoire au moment où la ligne n'a jamais été autant menacée et

alors que le Parc Naturel Régional de l'Aubrac avance. Vous avez dit bizarre !

Les 21, 22 et 23 août

Tous aux Ayres pour la fête du « TL »

Rendez-vous incontournable de celles et ceux qui ne se résignent pas et qui cherchent à construire une société meilleure, plus juste, plus solidaire, l'édition 2015 de la Fête du Travailleur Lozérien promet d'être belle. Les bénévoles qui œuvrent à sa préparation y mettent une belle énergie.

Au programme politique : rencontre avec les candidates et candidats *La Lozère j'y tiens !* pour fêter la réélection de Michèle Manoa et Robert Aigoïn au nouveau Conseil départemental et Forum des luttes en cours en Lozère. Après la victoire de la gauche en Grèce, débat avec un responsable de Syriza. Echange sur la situation politique générale et sur les élections Régionales.

Au programme culturel : soirée cabaret avec le *Duo Micha*, musique des pays de l'Est, chanson

française avec le trio *Pas pour l'instant*, Bal Trad avec *Garric*, Concert et déambulation jazz du groupe *Autre regard*, Espace livre et dédicaces d'auteurs...

Au programme convivial : restauration gastronomique avec produits de Lozère, buvette, stands d'associations, jeux, concours de pétanque...

Une nouveauté cette année, une balade-guidée au cœur des Cévennes et pleins d'autres surprises...

A noter sur vos agendas !

Vous pouvez vous procurer la vignette-bon de soutien dès maintenant auprès des militants.



communiqué

Régionales 2015

Un appel de la Lozère

Nous, citoyennes, citoyens, responsables du Front de gauche et d'Europe Ecologie Les Verts en Lozère, souhaitons que se poursuive la dynamique enclenchée lors des élections départementales avec le rassemblement « La Lozère j'y tiens ! ». Nous souhaitons que s'exprime plus fort la volonté de refondation de la gauche avec une grande ambition de transformation sociale et de transition écologique. En Languedoc Roussillon-Midi Pyrénées, face aux souffrances et aux inégalités sociales, face au dérèglement climatique et à la crise écologique, face à une droite revancharde, face aux discours de haine et de repliement portés par l'extrême droite, nous entendons œuvrer à l'émergence d'une nouvelle majorité de gauche, courageuse,



pour une alternative démocratique, sociale, écologique et solidaire. Pour donner de la force à cet espoir, nous appelons les instances régionales d'Europe Ecologie Les Verts et du Front de gauche à privilégier ce qui nous rassemble pour relayer, élargir l'union de l'ensemble des progressistes. Nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens à se faire entendre pour que ce chemin devienne réalité au plus vite.

Serge GAYSSOT (PCF), Patrick ALLOUX (PG), Christian CAUSSE (Ensemble), Sandra BEAUGIER et Georges LEBRIS (EELV).